

PRIME REGIONALE A LA MODERNISATION DES TPE

Références :

- *REGLEMENT (CE) N°1628/2006 de la Commission du 24 octobre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides nationales à l'investissement à finalité régionale, publié le 1^{er} novembre 2006 au JOUE*
- *XR 61/2007 – Régime cadre d'aide publique à finalité régionale*

I. OBJECTIFS DE L'INTERVENTION

Objectifs globaux et spécifiques

- Consolider et développer les entreprises existantes par une adaptation continue de leurs moyens de production afin d'améliorer leur compétitivité, d'accompagner leur croissance, leur modernisation, et leur diversification ;

- Accompagner les entreprises du secteur des métiers en phase de développement de manière à favoriser leur adaptation aux exigences du marché (création de nouveaux produits, de nouveaux services,...) ainsi qu'aux contraintes environnementales et réglementaires (mises aux normes,...).

Descriptif technique

- Consolider les entreprises par la prise en charge partielle des dépenses engagées par ces dernières dans des programmes de modernisation ;

- Délai de 3 ans entre deux aides, à compter de la date de notification de la première aide ;

II. NATURE DES DEPENSES RETENUES/NON RETENUES

Dépenses retenues :

Investissements matériels de capacité, de diversification, de modernisation et de contrainte :

III. BENEFICIAIRES

Secteur d'activité ou domaine

- Artisanat de production - Artisanat de service

Statut du demandeur

- Entreprises inscrites au RCS ou au RM de la Réunion justifiant d'au moins trois années d'activité, quelle que soit la zone d'implantation,

Concentration géographique de l'intervention

Toute l'île.

Obligations spécifiques du demandeur

- Apport en fonds propres (hors emprunt et exemptés de toute aide publique) de 20 % des besoins du programme d'investissement ;
- Maintien de l'investissement sur une période minimale de 5 ans ;

IV. MODALITES FINANCIERES

Forme d'intervention :	Subvention
Taux de subvention :	40 % du montant total HT des dépenses retenues
Plafond :	76 000 €

V. PROCEDURES

L'aide ne peut être accordée au titre du présent régime d'aide que si le bénéficiaire a présenté une demande écrite à cet effet avant le début des travaux¹ et si le service instructeur (Région – DAE) a ensuite confirmé par écrit que, sous réserve de vérifications plus détaillées, le projet en principe remplissait les conditions d'admissibilités fixées dans le régime.

Ainsi, tous les projets pour lesquels des dépenses, à l'exclusion de celles relatives aux études préliminaires, ont été effectuées avant la date d'éligibilité ne peuvent bénéficier d'aide.

S'agissant des mêmes coûts éligibles, cette d'aide peut être cumulée avec d'autres aides provenant d'autres régimes à finalité régionale ou à finalité différente, d'origine locale, régionale, nationale ou communautaire. Ce cumul devra respecter les règles de plafonds autorisés par la CE (cf carte des aides d'Etat à finalité régionale pour la période 2007 -2013)

VI. DUREE DE VALIDITE

Le présent dispositif est valable jusqu'au 31 décembre 2008.

¹ L'expression "début des travaux" signifie soit le début des travaux de construction, soit le premier engagement ferme de commander des équipements, à l'exclusion des études préliminaires.

